

Capitalisme : les ennemis de l'intérieur

Raghuram G. Rajan et Luigi Zingales, *Saving Capitalism from the Capitalists*, Crown Business Press, 2003

Les pires ennemis du capitalisme ne sont pas ceux qu'on pense : l'abus de pouvoir des possédants est plus dangereux pour l'économie de marché que la colère des dépossédés, avec lesquels, particulièrement en période de récession, les premiers peuvent former une dangereuse alliance de revers. Tel est l'argument principal du livre de R. Rajan et L. Zingales, deux professeurs à l'Université de Chicago dont le premier vient d'être nommé économiste en chef du Fonds monétaire international.

Tous deux nés hors du continent américain - l'un en Inde, l'autre en Italie -, les auteurs développent leur analyse à l'échelle mondiale en faisant le parallèle entre, d'une part, les problèmes des Etats-Unis de l'ère Bush, et d'autre part ceux de pays émergents ou en transition tels que la Russie, le Brésil ou la Thaïlande. De ce point de vue, leur diagnostic des menaces qui pèsent sur le capitalisme peut être mis en résonance avec celui des maladies de la démocratie effectué par Fareed Zakaria dans *The Future of Freedom, Illiberal Democracy at Home and Abroad* (cf La Vie des Idées n°4, juin-juillet 2003).

Capitalisme, ou plutôt économie de marché : comme Braudel jadis, Rajan et Zingales partent de l'observation des "jeux de l'échange" en insistant sur leur pouvoir de transformation des situations acquises. Avec un enthousiasme candide mais communicatif, ils consacrent la première partie du livre à la défense et à l'illustration des vertus de la concurrence, qui assure plus d'opportunités aux pauvres que de rentes aux riches lorsqu'elle n'est pas bridée par des entraves artificielles. Cette perspective les conduit naturellement à défendre la liberté du commerce des biens et des services, mais aussi - d'une manière plus originale pour un livre destiné à un large public - celle des transactions financières et la fluidité des mécanismes d'allocation des capitaux, afin que chaque bien productif puisse se trouver aux mains de celui qui le fera le mieux fructifier. Les marchés de capitaux, malgré leurs imperfections et leur vulnérabilité aux égarements spéculatifs, constituent dans cette perspective une option préférable au "capitalisme relationnel" (que d'autres auraient appelé "rhénan" en d'autres temps et lieux), dans lequel le financement des entreprises est canalisé par des connivences et des jugements personnels plutôt que par le mécanisme d'ajustement global de l'offre et de la demande.

Le problème est que, bien que les marchés bénéficient au plus grand nombre, personne n'est particulièrement motivé pour les défendre : ni les pauvres, qui n'en ont pas encore tiré profit ; ni les riches, dont la plus grande crainte est que le jeu de la concurrence permette aux pauvres de prendre leur place. Tous ceux qui ont des positions acquises à protéger - y compris les représentants syndicaux de communautés de travailleurs privilégiés - utilisent leur influence pour promouvoir le protectionnisme et les distorsions de concurrence, et surtout pour barrer aux nouveaux entrants l'accès aux capitaux.

Les recherches universitaires portant sur l'influence disproportionnée des possesseurs de rentes, à travers le lobbying et l'instrumentalisation des débats politiques, sur les décisions gouvernementales ont connu un regain manifeste depuis l'arrivée au pouvoir de George W. Bush, jusqu'à devenir actuellement une des branches les plus dynamiques de la macroéconomie aux Etats-Unis. Rajan et Zingales s'inscrivent dans ce courant d'économie politique et *Saving Capitalism from the Capitalists* vise à en diffuser les résultats auprès du grand public.

La remise en perspective historique des débats sur le capitalisme est un fil conducteur du livre, même si les épisodes passés sont parfois évoqués d'une manière simplifiée. La Grande Dépression des années trente est ainsi décrite comme le moment emblématique de l'alliance périlleuse entre les opposants "de gauche" au capitalisme, appelant à l'intervention de l'Etat pour lutter contre le chômage de masse, et ses ennemis "de droite" dont l'objectif majeur est de bloquer l'émergence de concurrents. Les auteurs rappellent ainsi la création par Roosevelt d'une *National Recovery Administration* dont la mission de fait était de favoriser l'émergence de cartels industriels (cette agence fut finalement déclarée inconstitutionnelle par la Cour Suprême en 1935), en même temps que la mise en place de barrières protectionnistes et que l'abandon de l'étalon-or dans les échanges monétaires. Si les Etats-Unis ont pu malgré tout sauvegarder leurs marchés de capitaux à travers la

dépression, grâce notamment aux contre-pouvoirs résultant de la structure fédérale de leur organisation politique, il n'en a pas été de même des autres pays développés qui ont à cette époque démantelé une bonne partie de leurs institutions protégeant la libre concurrence pour s'installer pendant des décennies dans le modèle conservateur du "capitalisme relationnel" et le rationnement de l'accès aux capitaux.

Le parallèle s'établit naturellement avec la situation actuelle, dans laquelle la *jobless recovery* américaine et l'accroissement des délocalisations dans les économies développées font renaître les pressions protectionnistes et anticoncurrentielles, dont les mouvements antiglobalisation sont devenus les porte-parole mais dont, en coulisse, les promoteurs les plus puissants restent les protecteurs de rentes. L'augmentation en 2002 des droits de douane sur l'acier et des subventions agricoles, aux Etats-Unis, et plus récemment l'échec du sommet de Cancun, illustrent la réalité du danger. Comment éviter une nouvelle défaite de l'économie de marché, soixante-dix ans après la Grande Dépression ? Rajan et Zingales insistent sur la nécessité de renforcer les mécanismes de protection sociale, notamment dans les pays en développement, et de plaider inlassablement les vertus du marché et son potentiel de création d'opportunités au bénéfice des nouveaux entrants. Face à la puissance et à la capacité d'influence des "capitalistes ennemis du capitalisme", une solide dose de pédagogie est certes nécessaire.

Nicolas Véron